



Nicolas Messyasz / Sipa

IMMIGRATION, LE DÉBAT QUI GÈNE LA GAUCHE

Les uns font du sans-frontiérisme le cœur des valeurs de gauche, les autres parlent régulation et luttent contre le dumping social pour conserver le lien avec les classes populaires. Et Jean-Luc Mélenchon joue les équilibristes. **PAR ÉTIENNE GIRARD**

« LE MOMENT PEUT ÊTRE INCONFORTABLE »

a reconnu Jean-Luc Mélenchon dans un billet de blog, le 29 septembre, où il accuse « la direction du PCF, le NPA et autres » de tenter de diaboliser sa position.

Ces derniers temps, le moyen le plus facile de provoquer une rixe entre deux militants de gauche consiste à leur parler... d'immigration.

Longtemps consensuel à la gauche du PS, le sujet envenime depuis début septembre le débat entre les partis hostiles au néolibéralisme. Le 2 octobre, la discorde s'est même invitée à la réunion du groupe parlementaire de La France insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale, où Clémentine Autain a passé un moment difficile. « Elle s'est fait sévèrement recadrer », relate un cadre du mouvement. En cause, un appel lancé, le 26 septembre, par

trois médias – *Politis*, *Mediapart* et *Regards*, dont la députée de Seine-Saint-Denis est codirectrice de la publication – « pour l'accueil des migrants ». Ce plaidoyer pour un accueil large de tous les immigrés a, en effet, mis en lumière les positionnements contradictoires au sein de LFI. Les désaccords qui subsistent parmi ses cadres renforcent une impression de flottement, alors qu'un semblant de front de la gauche « non mélenchoniste » est en train de germer en vue des élections européennes de mai 2019. « Le moment peut être inconfortable », a d'ailleurs reconnu Jean-Luc Mélenchon dans un billet de blog du 29 septembre, où il accuse « la direction du PCF, le NPA et

autres » de tenter de diaboliser sa position.

Tout a commencé en Allemagne, cet été, avec Sahra Wagenknecht, coprésidente du groupe parlementaire de Die Linke, un parti de gauche radicale allié à La France insoumise. Le 4 août, elle dévoile la plate-forme d'un nouveau mouvement politique intitulé *Aufstehen*. L'originalité de son discours ? Un attachement revendiqué aux frontières, afin de limiter l'immigration dans son pays et redonner aux classes populaires le goût de la gauche. Une position tranchée qui a attiré l'attention sur les ambiguïtés du programme présidentiel de Mélenchon, prônant à la fois la régularisation de tous les >

À PARACAIMA, ville frontière entre le Brésil et le Venezuela, les 800 Vénézuéliens qui arrivent chaque jour sont l'objet d'actes xénophobes. Ci-dessous, le 27 août, manifestation de migrants.

► travailleurs sans papiers et le « protectionnisme solidaire », qui implique d'aider les pays émergents tout en encourageant leurs habitants à vivre chez eux. « *Il y a beaucoup de textes [concernant les] positions de La France insoumise sur l'immigration, décrypte le politologue Jérôme Sainte-Marie. Mais ils ne forment pas un système très cohérent. On sent, d'un côté, une envie d'affirmer qu'"on n'est pas des gauchistes", de ne pas se couper d'un électorat populaire, mais, dans le même temps, on a du mal à se détacher du patrimoine classique de la gauche des années 80-90.* » En avril dernier,

Jean-Luc Mélenchon a apporté son soutien aux trois militants poursuivis pour avoir forcé la frontière italienne, dans les Hautes-Alpes, lors d'une manifestation en soutien aux migrants. Lors des débats sur la loi Immigration, votée en août, le groupe insoumis s'est opposé à toute mesure favorisant la répression de l'immigration clandestine.

“Affirmer ses valeurs”

À l'université d'été de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon est resté sur sa ligne politique très « en même temps » : le 25 août, il explique que les vagues migratoires « peuvent poser de nombreux

problèmes aux sociétés d'accueil quand certains en profitent pour baisser les salaires », tout en clamant « *bravo l'Aquarius* », en référence au navire qui secourt des migrants en Méditerranée. À la rentrée, le mot d'ordre est donné aux cadres du mouvement interrogés sur *Aufstehen* de ne pas se démarquer outre mesure de l'initiative allemande. Le reste de la gauche s'engouffre dans la brèche. Après un passage télévisé du député Adrien Quatennens, le 13 septembre, dans lequel il rappelle l'attachement de son parti aux frontières, Ian Brossat, chef de file des communistes aux élections européennes, attaque l'élu sur Twitter : « *En 1939, mon grand-père juif a fui la Pologne pour échapper à l'antisémitisme. Heureusement pour lui, il est tombé sur des gens qui lui ont ouvert la porte, et non sur des doctes qui auraient disserté sur les dix plaies d'Égypte avant de lui tendre la main.* » Tollé dans les rangs insoumis. Les parlementaires annulent leur participation à la Fête de l'Humanité. Un mois plus tard, l'adjoint au logement d'Anne Hidalgo à la Mairie de Paris « assume » l'échec et souhaite que « *le débat se poursuive* », sans « *volonté de polémique. L'extrême droite progresse partout, et dans cette situation je pense que la gauche doit affirmer plus fortement ses valeurs, notamment sur l'immigration.* »



Chris Fagan / Sipa

LE MILLION ET DEMI DE MIGRANTS VÉNÉZUÉLIENS

Les vagues d'émigration ne concernent pas seulement l'Afrique ou le Proche-Orient. L'un des pays les plus touchés par un exode massif de sa population se trouve être... le Venezuela, modèle jadis vanté par Jean-Luc Mélenchon. Selon

l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dépendante de l'ONU, 1,63 million de Vénézuéliens ont fui leur pays entre janvier 2015 et juillet 2018, soit un chiffre légèrement supérieur à celui des migrants qui ont franchi la Méditerranée pour tenter d'entrer

en Europe sur la même période. Ces représentants des classes moyennes, pour l'essentiel, qui fuient l'insécurité et la crise économique, se rendent surtout dans les pays voisins, à commencer par la Colombie et le Pérou. Quelque 40 000 ressortissants vénézuéliens ont rejoint l'Espagne. ■

Lutte d'influence

Les deux partis auraient pu se rabibocher autour de l'appel du 26 septembre. Il n'en a rien été. Si les communistes l'ont signé, comme Europe Écologie-Les Verts, le NPA ou le parti Générations de Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon a fait l'impasse. Soupçonnant les promoteurs de l'appel de lui avoir tendu un piège politique, le député de Marseille critique plusieurs aspects du texte dans un message publié sur son blog, le 8 octobre. Il conteste notamment un passage qui flirte avec la défense d'une liberté d'installation universelle



Hannah Assouline

en France. « Il est illusoire de penser que l'on va pouvoir contenir et a fortiori interrompre les flux migratoires. A vouloir le faire, on finit toujours par être contraint au pire. La régulation devient contrôle policier accru, la frontière se fait mur », affirment en effet les signataires de l'appel. « [Cela] revient à dire que les frontières ne sont plus assumées. Ce n'est pas du tout notre point de vue », oppose Jean-Luc Mélenchon.

A l'inverse, d'autres mouvements ont gauchisé leur discours. Dans son manifeste sur l'immigration publié en avril 2018, le Parti communiste considère que « la liberté d'installation et de circulation des personnes est une perspective crédible pour un monde marqué par la mobilité ». Pas vraiment ce qu'expliquait Georges Marchais au début des années 80, quand il prenait des positions virulentes contre l'immigration, au contraire du PS emmené par un courant tiers-mondiste fort. A en croire Vincent Martigny, maître de conférences en science politique à Polytechnique, un consensus s'est toutefois progressivement installé sur la question : « A partir de 1984-1985, le PS se rend compte que c'est une thématique qui raidit l'opinion, et notamment les classes populaires. Un relatif consensus se fait alors à gauche, mais aussi avec une partie de la droite, sur la néces-

CLÉMENTINE AUTAIN s'est fait recadrer par son groupe parlementaire pour avoir relayé un appel "pour l'accueil des migrants" dans *Regards*.

sité de limiter l'immigration, ce qui passe par un refus des régularisations massives. Mais, bien sûr, ça n'a jamais été totalement assumé. »

Près de trente-cinq ans plus tard, les classes populaires continuent à se raidir sur l'immigration, quand bien même 40 000 migrants seulement sont arrivés en Europe par la Méditerranée au premier semestre 2018. L'électorat de Jean-Luc Mélenchon également. Dans un sondage Ifop publié en juin dernier, 51 % des sympathisants de LFI se déclarent contre l'accueil de l'*Aquarius* – transportant alors 255 migrants – en France, tout comme 67 % des Français. « Les Français sont sur une position très dure vis-à-vis des migrants, mais les sympathisants insoumis aussi. Et les enquêtes montrent qu'une position trop favorable à l'immigration pourrait empêcher une partie des classes populaires, passées chez *Le Pen* mais intéressées par Mélenchon, de voter à gauche », relève Jérôme Sainte-Marie.

Suffisant pour faire adopter à Jean-Luc Mélenchon un discours

moins favorable à l'immigration, tout en ne reniant rien du droit d'asile et de la régularisation des travailleurs sans papiers ? Pas sûr, car, dans le même temps, son mouvement est traversé par une guerre d'influence entre une aile gauche représentée par la députée Clémentine Autain et une aile droite, dont la figure est Djordje Kuzmanovic, orateur national du mouvement. Le 8 septembre, celui-ci a salué dans *l'Obs* la création d'*Aufstehen*, qui porte, selon lui, un discours de « *salubrité publique* ». Et d'évoquer des reconduites à la frontière, tabou absolu à gauche : « On ne peut pas laisser mourir les gens en Méditerranée, mais, si une personne n'est pas éligible au droit d'asile, il faut la renvoyer dans son pays. » A l'inverse, la parlementaire de Seine-Saint-Denis a confié son hostilité à l'initiative de Sahra Wagenknecht : « Je ne suis pas convaincue par la façon dont elle appréhende le sujet. Je ne voudrais pas, par exemple, qu'on puisse laisser entendre que les >

DJORDJE KUZMANOVIC, conseiller en politique internationale de La France insoumise, incarne l'aile droite du mouvement. « On ne peut pas laisser mourir les gens en Méditerranée, mais, si une personne n'est pas éligible au droit d'asile, il faut la renvoyer dans son pays », a-t-il déclaré.

“CERTAINS DANS SON PARTI SONT D'UNE GAUCHE QUI A PERDU BEAUCOUP DE SES VALEURS. IL FAUT QUE MÉLENCHON SORTE DE L'AMBIGUÏTÉ TRÈS VITE.”

► *immigrés prennent le travail des populations déjà installées.* »

Comme souvent sur le sujet, Jean-Luc Mélenchon a envoyé des signaux contradictoires. Il a fait savoir à *l'Obs* que Kuzmanovic n'était pas son conseiller sur ces questions : « *Son point de vue est strictement personnel.* » Pour autant, le tribun est allé rendre visite au leader du Parti travailliste anglais, Jeremy Corbyn, le 24 septembre, accompagné du même Djordje Kuzmanovic, qui reste son conseiller sur les questions diplomatiques. L'insoumis est depuis pris pour cible par le reste de la gauche. « *On n'a jamais traité Mélenchon de nationaliste ou d'antirépublicain, mais certains dans son parti sont d'une gauche qui a perdu beaucoup de ses valeurs. Il faut qu'il sorte de l'ambiguïté très vite* », estime Mehdi Ouraoui, porte-parole de Générations. Contacté par *Marianne*, Djordje Kuzmanovic, qui a longtemps été un militant humanitaire, se défend d'être antimigrants : « *Je ne suis pas, et personne à gauche n'est pour traquer les migrants. Mais je considère qu'une réponse fondée seulement sur la gentillesse, venant d'une gauche intellectuelle, ne suffit pas. Il faut penser notre approche globalement, dans le cadre de notre programme.* »

Sensibilités divergentes

Pendant que La France insoumise peine à arbitrer entre ses différentes sensibilités, les signataires de l'appel avancent. Le 25 octobre, *Regards*, *Politis* et *Mediapart* organisent au 104, à Paris, une soirée de soutien aux migrants. En novembre, les intellectuels Thomas Porcher et Raphaël Glucksmann, signataires du manifeste, pourraient publier un texte servant d'ébauche de programme à une liste de gauche non mélenchoniste aux européennes. « *Il s'agit de porter un mouvement citoyen qui n'aura pas les ambiguïtés de Jean-Luc Mélenchon* », croit savoir un ami de l'essayiste. L'immigration n'a pas fini de distendre la gauche. ■ É.G.

FILIÈRES D'IMMIGRATION

LES ESCLAVAGISTES

Ceux qui s'aventurent à quitter leur pays se retrouvent systématiquement aux mains d'organisations de type mafieux, qui les utilisent pour d'autres business illégaux. Un "marché" très lucratif. **PAR BRUNO RIETH**

Il y a d'un côté la figure de Cédric Herrou, symbole de l'aide aux migrants, agriculteur humaniste des Alpes-Maritimes bravant la loi au nom de la « fraternité » pour leur porter assistance dans la dangereuse vallée de la Roya. À l'opposé, les anti-Herrou, des membres de « filières criminelles » ayant « recours à des procédés mafieux » pour profiter de la misère humaine, selon les termes d'un rapport confidentiel de la police nationale dévoilé dans une enquête du journal *la Croix*. Les policiers, à partir de leurs données sur l'année 2017 et les huit premiers mois de 2018, ont mis au jour une « cartographie approfondie des faits criminels » perpétrés en France par les « filières d'immigration irrégulière ». Des filières que le rapport définit comme des « groupements structurés, souvent hiérarchisés et cloisonnés, transnationaux, qui aident contre rémunération un ou plusieurs candidats à l'immigration irrégulière à être acheminés d'un pays vers un autre ou à y séjourner irrégulièrement ». Une notion qui a son importance.

Car, si des migrants peuvent se rapprocher de passeurs dont le profil peut être le « chômeur des Alpes-Maritimes, qui vend un passage de la frontière franco-italienne, depuis Vintimille, dans son véhicule personnel, contre 30 à 40 € [...] », selon Julien Gentile, chef de l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et l'emploi d'étrangers sans titre (Ocriest), cité par *la Croix*, son constat est sans appel : « Dans leur parcours migratoire non légal,

toutes les personnes dont l'objectif est de transiter par la France ou de s'y maintenir sont obligées de faire appel à une filière criminelle. » Si, il y a encore quelques années, ces réseaux travaillaient de manière artisanale, aujourd'hui les migrants voulant quitter leur pays d'origine se retrouvent presque systématiquement aux mains d'organisations de type mafieux. Et qui ne se limitent plus au simple acheminement des individus. Ces migrants, attirés par la promesse d'une vie meilleure, se retrouvent dans des situations d'exploitation semblables à celles d'esclaves des temps modernes. Car ces organisations criminelles ne s'arrêtent plus au simple trafic de migrants mais lient leur activité avec d'autres business illégaux. Le commissaire général Gentile cite ainsi les cas de mafias vietnamiennes utilisant les migrants comme « jardiniers » pour « la culture industrielle du cannabis en région parisienne » ou encore d'affaire de jeunes femmes venues de Chine ou de Thaïlande obligées de se prostituer à l'ombre des paravents de salon de massage.

Constat inquiétant

Les policiers sont aujourd'hui confrontés à la montée en puissance des réseaux de trafiquants, note le rapport confidentiel : « Le savoir-faire criminel des réseaux de passeurs est en progression constante. » Et qui n'hésitent pas à user de violences. Dans son rapport d'activité 2017, le Collectif contre l'esclavage moderne (CCEM) constatait déjà qu'« un nombre non négligeable de victimes renoncent à poursuivre